

Moisson de blé 2015 en Inde à surveiller de très près

L'Inde du Nord a connu 2 épisodes climatiques difficiles sur les principaux états producteurs de blé et d'orge. Le premier début mars avec des pluies torrentielles + de la grêle, le seconde début avril à quelques jours de la moisson. Impossible de donner des estimations de perte mais elles seront importantes en quantité et qualité. Des rumeurs vont même jusqu'à dire que l'Inde pourrait être importatrice cette année.

Pour bien comprendre un pays comme l'Inde, il faut toujours avoir en tête 4 paramètres incontournables :

1. L'Inde est la plus grande démocratie du monde avec une alternance politique qui tient compte de l'avis de ses citoyens
2. Ce pays est comparable à la CEE en terme politique avec un gouvernement central à New Delhi qui représente politiquement le pays (Bruxelles) et 28 états qui ont chacun un pouvoir d'autonomie important pour les règlements intérieurs (les 27 pays membres)
3. L'Inde vit l'évolution démographique la plus importante du monde avec 285 millions de bouches supplémentaires à nourrir d'ici 2030, la population est aujourd'hui estimée à 1,3 milliards soit supérieure ou égale à la Chine
4. Le pays est composé de 4 religions principales, très présentes, l'Indouisme, le bouddhisme, l'Islam et le catholicisme sans compter les différentes branches de chacune d'entre elles, avec des lobbies très forts, ce qui fait que tout consensus est quasiment impossible.

Sur la base de ces 4 items, on comprend mieux la politique mise en place. Le seul consensus potentiel pour un gouvernement est de nourrir sa population. Pour cela, il a mis en place des mesures économiques et sociales de distribution aux plus démunis. Et, comme dans toutes les situations d'assistance, les abus sont nombreux et difficilement contrôlables. C'est le prix de la démocratie.

Comme évoqué, l'objectif premier de tout gouvernement depuis maintenant 60 ans est de nourrir la population. Pour faire face à une sous-nutrition et malnutrition chronique pour près de 70% de sa population, l'état a mis en place une politique très interventionniste, à base de subventions, pour 3 cultures majeures, le blé, le riz et la canne à sucre. Il a créé en 1997, le Food Distribution System qui implique 820 millions d'indiens dont le revenu par famille ne dépasse pas 2500 roupies par mois (seuil de pauvreté). Chaque famille se voit attribuer par mois 25 kgs de blé et 10 kgs de riz qu'il va acheter, grâce à une carte personnalisée, dans des magasins dédiés les Fair Price Shop. Il y en a partout dans le pays, en ville et campagne. L'état revend à 2 roupies/kg une marchandise qu'il a acheté 14 à 16 roupies/kg, soit un budget annuel de subventions qui dépasse les 16 milliards d'euros. Les familles peuvent aussi trouver des lentilles et du sucre dans les mêmes conditions. Dans un pays où la corruption est reine, on imagine facilement les détours potentiels qui seraient estimés à 15 millions de tonnes de blé. Il existe une vraie question sur la durabilité d'un tel système, pas sur le fait de distribuer de la nourriture aux plus pauvres. L'arrêt d'une telle action entrainerait sans aucun doute une révolution. Par contre sur l'organisation, en coulisses, on entend parler de faire gérer ce système par des entreprises privées pour le rendre plus efficient et moins source à détournements.

Concrètement sur les marchés, il existe 2 types de vente pour les agriculteurs.

Inde : le défi de l'autonomie alimentaire

- Vente à l'état : chaque année, un programme défini en quantité ce que l'état achètera en fonction de ses stocks. Un prix minimum est fixé qui sera obligatoire dans tout le pays. Par exemple pour le blé, cette année, il a été fixé à 14 500 roupies/tonne (218 €). Cette quantité est ensuite répartie par état en fonction de la production de l'état. Libre à chaque état de donner un bonus sur le prix fixe. A une période donnée (mi-avril en général), l'état se porte acheteur et le fait savoir dans la presse. Libre à l'agriculteur d'en profiter. Le premier arrivé est le premier servi. Une fois la quantité définie achetée, l'état se retire. L'agriculteur est payé à 40 jours par virement. Pour le blé, ces achats massifs subventionnés représente plus de 1/3 de la production, soit 36 MT. Il forme ce que l'on appelle le Food Distribution System (FDS).
- Vente aux privés : en parallèle des achats d'état pour le FDS, il existe un marché encadré qui débute dès le début de la campagne, les « mandis ». Cela ressemble fortement à un MIN à ciel ouvert. L'état y contrôle l'ensemble des productions qui y rentrent en qualité et quantité. Le prix est libre puisqu'il s'agit d'enchères publiques mais il est encadré en fonction du prix fixe défini pour le PDS (+ ou - 10%). Il y a des « mandis » partout dans le pays. Dans les « mandis », siègent les traders qui peuvent vendre et acheter s'ils ont reçu une lettre d'accréditation. L'état met à leur disposition des petits magasins qu'ils louent. Ils paient aussi une redevance de 1,6% sur tout achat. Les agriculteurs apportent lot par lot leur récolte allant de 150 kg à 4 tonnes. Ils n'ont pas le droit de vendre directement aux industriels ou exportateurs. Ils doivent passer par des intermédiaires d'un « trader » à qui ils donnent la responsabilité de vendre leur production. Cette relation se fait de génération en génération, par un système de confiance. Toute remorque qui entre dans un « mandi » est analysée sur les critères locaux (la couleur, l'odeur, l'humidité et le PS) puis pesée par des fonctionnaires du gouvernement. Les normes de qualité des blés sont peu rigoureuses car ce blé est destiné à faire des chappattis et des nams qui n'ont besoin que de peu de protéines. A une heure précise, chaque jour sauf le dimanche, la vente aux enchères commence, lot pat lot, avec un encanteur et un commissaire du gouvernement. Rapidement l'ensemble des petits tas sont vendus dans une ambiance indescriptible. Difficile de se faire une opinion du marché et surtout les acheteurs ne font qu'estimer de façon visuelle et sensitive la marchandise. Pour ne pas faciliter les choses, les traders sont très souvent aussi des acheteurs (source énorme de corruption en tout genre). Leur problème est que même s'ils veulent acheter le lot confié par un agriculteur client, ils doivent passer par les enchères et prendre le risque de voir un concurrent se positionner à un prix plus haut. On imagine facilement la difficulté pour les entreprises notamment étrangères qui veulent développer de la qualité en amont avec des contrats avec les agriculteurs. Elles risquent à tout moment de voir leur lot de qualité acheté par un concurrent qui connaîtrait la nature du lot. Une fois le lot vendu, l'agriculteur reçoit son prix en cash le jour même. Le prix est en général inférieur de 15 à 20% au prix de l'état mais c'est du cash et comptant. L'acheteur lui met les lots en sacs de 60 kgs de façon manuelle, puis ils sont acheminés par camion dans des lieux de stockage. Et c'est là où la bas blaise, il existe peu de capacité de stockage et celles, qui existent, présentent de réelles lacunes, notamment de séchage et de mise à sec. La plupart sont à l'extérieur ou des bâtiments aux toitures douteuses, dans des sacs non étanches. A partir d'août, les pluies de mousson et l'humidité font des ravages. Certains chiffres annoncent plus de 15% de la collecte qui serait ainsi perdu dans les stockages d'état ou privé.

Inde : le défi de l'autonomie alimentaire

Estimation blé pour 2015

L'Inde a collecté en 2014/15, 95,9 MT de blé, 2nd producteur du monde après la Chine. La surface cultivée était de 30,6 millions d'ha et le rendement moyen de 3,1 T/ha. L'ensemble de la politique d'aides + la consommation intérieure + les pertes dans le stockage + les fraudes de toutes sortes + les exportations sont estimés à 93,7 MT. Le stock final souhaité par l'état a été de 16,5 MT.

La campagne 2015 a été affectée par un phénomène climatique important sur les principales régions de production (70% de la production), l'Uttar Pradesh, le Pendjab, l'Haryana et le Rajasthan, avec des pluies importantes mais aussi de la grêle, début mars, peu avant le début de la moisson au sud. Cela n'arrive pas qu'en France. Les champs sont couchés, voire totalement détruits, la qualité fortement affectée. Les premières estimations font apparaître que sur ces régions, des pertes à plus de 10%, qui seront compensées en partie par les surfaces supplémentaires dans d'autres états plus à l'Est. La collecte sera, quoiqu'il arrive, en retrait par rapport l'an passé. Pour ne pas faciliter la vie des agriculteurs, un second épisode pluvieux a eu lieu, la semaine dernière, dans les premiers jours d'avril. A l'heure où j'écris cette synthèse, nous ne pouvons absolument pas, vous donner le moindre impact sur la collecte de blé et d'orge. Les journaux locaux annoncent que plus de 20% des exploitations seraient touchées dans les 4 principaux états producteurs mais on ne sait pas sur quel pourcentage de la récolte. La recherche de main-d'œuvre est à l'extrême pour sauver ce que l'on peut mais quand vous coupez à la main, cela devient très compliqué de lutter contre le temps. Il faudra être très vigilant dans les prochaines semaines car l'Inde pourrait être à l'écoute des marchés pour compenser ce double phénomène climatique, si ce second épisode s'avérait important.

Quoiqu'il arrive, deux conséquences directes sont dorénavant certaines :

- Ce pays devra puiser dans ses stocks. Quelle sera sa politique pour compenser ?
- La qualité du blé et de l'orge sera fortement affectée et jouera sur les possibilités d'exporter même si ces exportations restent marginales et très opportunistes.

Et demain ...

Le PDS, en tant que concept, ne sera pas remis en cause car 67 % de la population en bénéficie. La volonté d'être autosuffisant et d'éviter toute importation de blé, nous a clairement été réaffirmée par le numéro 2 du ministère de l'agriculture. Les indiens ne pensent pas être structurellement présents sur les marchés d'exportation, ils ont déjà bien à faire pour nourrir leur population (constitution de stocks stratégiques). Ils n'agissent que par opportunité voire par région (ex les gros agriculteurs du Penjab).

Leur défi est de pouvoir produire 140 MT de blé à l'horizon 2050 lorsqu'ils seront 1,5 milliards. Pour y arriver 3 axes ont été définis :

- Augmentation des rendements de 1 tonne de plus par ha sous 5 ans. La moyenne actuelle est de 3,1 T/ha. C'est imaginable mais demandera une vraie pédagogie auprès des 90% de paysans qui ont moins de 1 ha (la surface moyenne est de 1,16 ha)
- La création de silos pour éviter la perte en stockage de dizaine de millions de tonnes de blé, d'orge et de riz chaque année. Là aussi c'est envisageable, un programme d'investissement massif a été mis en place
- Une meilleure organisation des marchés et de la redistribution pour éviter la fraude massive. Là, ce n'est pas gagné.